

# Enquête sur les attitudes et comportements des français en matière d'environnement

**EDITION 2011**



---

**Synthèse**

## **Etude réalisée à la demande de l'ADEME**

(Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie)

par le

### **CREDOC**

(Centre de Recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie)

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

Sandra HOIBIAN

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 00

Fax 01 40 77 85 09

**Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :**

Régis Bigot, Sylvie Bourdon, Patricia Crouette, Isabelle Delakian, Sandra Hoibian, Jörg Müller, Fanette Recours

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par la caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

## Avant-propos

Ce document présente les résultats des questions insérées, à la demande de l'ADEME, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, dans la vague de juin 2011 de l'enquête du CRÉDOC sur « les Conditions de vie et les Aspirations ». Ces questions s'inscrivent dans la continuité d'une enquête barométrique initiée par l'ADEME en 1995<sup>1</sup>.

Précisons que l'enquête a été réalisée en « face à face », en juin 2011, auprès d'un échantillon représentatif de 2 024 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge - sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. Un redressement final a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale de 18 ans et plus<sup>2</sup>.

Le rapport s'organise autour de cinq grands thèmes :

- **La compréhension et les représentations du développement durable** : Les enquêtés ont-ils une idée précise de ce que recouvre cette notion ? Quelles sont les évocations qui leur viennent spontanément à l'esprit lorsqu'ils entendent parler de développement durable ?
- **La consommation durable** : Que signifie, pour le grand public, consommer durablement ? Les consommateurs sont-ils en attente d'accompagnement dans leurs comportements d'achat et d'utilisation des produits ?

<sup>1</sup> Afin de simplifier la lecture des graphiques, nous avons indiqué la source des deux dernières vagues d'enquêtes. Pour être plus précis, les vagues de 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2010 ont été intégrées à l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC. Les vagues 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009 ont été réalisées par l'institut de sondage IPSOS.

<sup>2</sup> Pour plus de précisions sur les caractéristiques techniques de l'enquête, on pourra se reporter au rapport intitulé « Premiers résultats de la vague de juin 2011 » (CRÉDOC, juillet 2011).

- **Les attentes en termes d'information et d'affichage environnemental** : Les acheteurs arrivent-ils à repérer en rayon les différents types de produits qui s'inscrivent dans une démarche de consommation plus responsable ? L'introduction d'un affichage environnemental sur les produits serait-il bien accueilli ?
- **Les opinions sur la pollution de l'air intérieur** : Les risques liés aux polluants présents dans les maisons, les bureaux, les crèches (liés aux produits de décoration, colles, produits ménagers, etc.) inquiètent-ils la population ? Quels sont aujourd'hui les principaux modes d'information des foyers sur cette question ? Existe-t-il aujourd'hui un lien entre la sensibilité à la pollution intérieure et certains gestes d'entretien du domicile (aérer son logement, éviter d'utiliser des produits sous forme de sprays et bombes aérosols, etc.) ?
- **Les attitudes face à la qualité de l'air extérieur** : Quels publics se disent personnellement gênés par la pollution atmosphérique ? Les automobilistes sont-ils prêts à contribuer à la réduction des émissions de gaz en abandonnant leur voiture certains jours de forte pollution ? A quels moyens de transport de substitution auraient-ils recours ? Quel accueil la population réserve-t-elle aux ZAPA, « les zones d'action prioritaires pour l'air », qui doivent prochainement être expérimentées ?

De nombreuses questions sont suivies depuis maintenant plusieurs années. Le rapport en propose donc une analyse évolutive.

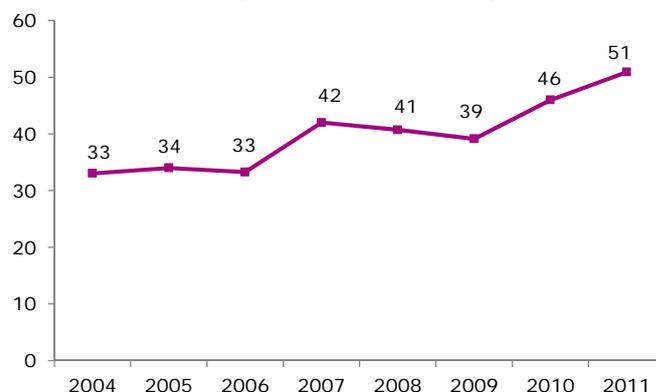
## Synthèse

### > Une majorité de la population connaît désormais le concept de développement durable

La notion de développement durable continue de se frayer un chemin dans les esprits. Alors qu'en 2004, seul un tiers du corps social avait une idée précise de la signification de l'expression, la proportion s'élève aujourd'hui à 51% (+5 points par rapport à 2010). Toutefois, l'écart de connaissance a tendance à se creuser entre d'un côté les catégories aisées et diplômées (87% des cadres se font une idée précise de la notion, +29 points en sept ans) et les personnes sans formation, ou aux revenus modestes qui s'approprient moins vite le concept (37% des ouvriers connaissent l'expression, +13 points entre 2004 et 2011).

**Personnellement, dites-moi si vous avez une idée précise ou non de ce que signifie l'expression « Développement Durable » ?**

(% de réponses « très et assez précise »)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

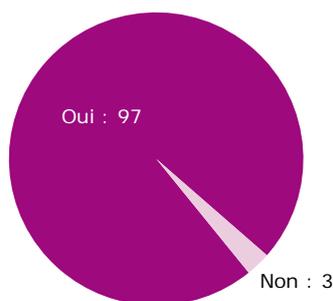
La notion reste principalement associée à la protection de l'environnement (53% des évocations spontanées, -3 points). 26% mentionnent ensuite l'économie des ressources (-1 point) et 19% font référence à ses aspects politiques, sociaux et économiques (stable par rapport à l'an dernier).

### > Les citoyens ont conscience de leur impact sur l'environnement

Non seulement la notoriété du développement durable progresse, mais les citoyens se sentent partie prenante du processus. 93% des Français

s'accordent à penser que les efforts individuels peuvent avoir un impact important sur la protection de l'environnement et 78% reconnaissent qu'ils pourraient faire plus ou mieux dans leur vie quotidienne pour veiller au respect du développement durable (stable depuis 2004).

**Pensez-vous que les efforts de chacun des citoyens peuvent avoir un impact important sur la protection de l'environnement ?**  
 (en %)



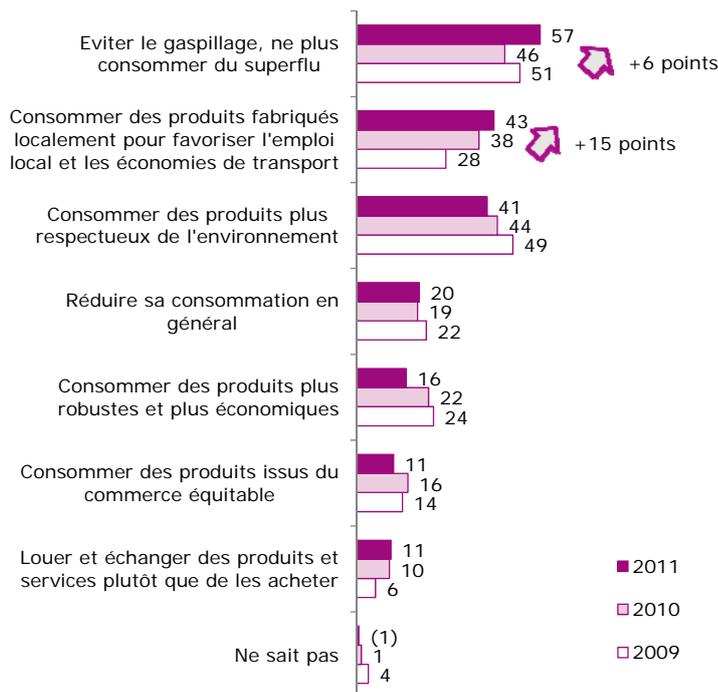
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2011

Les plus engagés pour la cause écologique sont aussi les plus convaincus qu'ils pourraient encore faire évoluer leurs pratiques quotidiennes. Mais, même chez les personnes plus indifférentes aux questions environnementales, près de sept personnes sur dix ont le sentiment qu'elles pourraient faire mieux ou plus au quotidien pour assurer le développement durable.

### > Eviter le gaspillage et consommer local

Deux types de conduites sont de plus en plus associées à l'idée de consommation durable : la chasse au gaspillage, citée par 57% de la population (+6 points par rapport à 2009) et la consommation de produits locaux (43%, +15 points en deux ans). Les consommateurs repèrent d'ailleurs de mieux en mieux les produits locaux dans les rayons (49%, +4 points par rapport à 2010).

**Selon vous, la consommation durable c'est en priorité ?**



- Total des deux réponses, en % -

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

### > La demande d'information progresse

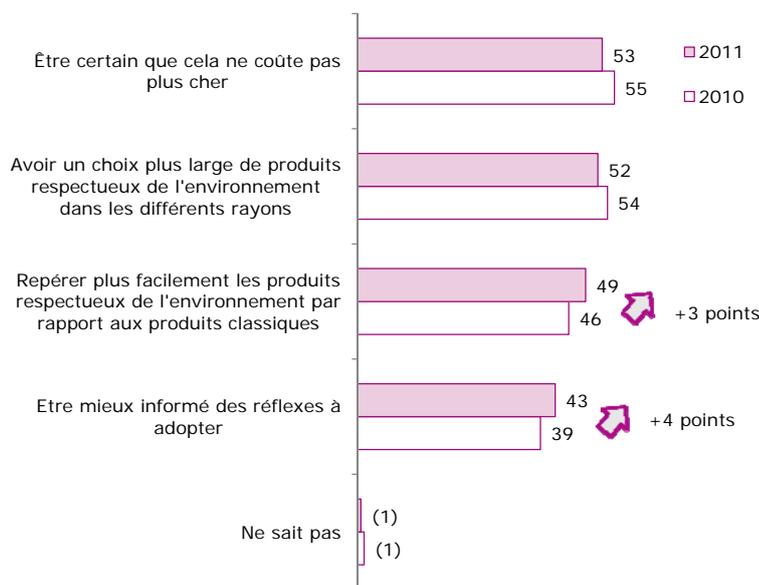
L'opinion semble réceptive à tous les leviers mis à sa disposition pour consommer de façon plus responsable : 53% se disent prêts à consommer de manière plus respectueuse de l'environnement s'ils ont la certitude que les produits « verts » se vendent au même prix que leurs homologues « classiques » (-2 points) ; 52% souhaiteraient avoir un choix plus large de produits « verts » (-2 points).

Mais les consommateurs semblent cette année davantage en demande d'information : 49% aimeraient pouvoir repérer plus facilement les produits respectueux de l'environnement (+3 points) et 43% souhaiteraient être mieux informés des réflexes à adopter pour limiter l'impact de leur consommation sur la planète (+4 points). Cette évolution est d'autant plus notable, que la crise et les inquiétudes sur le pouvoir d'achat auraient pu, au contraire, contribuer à focaliser la population sur la question du prix.

Le souhait d'information se retrouve dans les attitudes par rapport à l'affichage environnemental : 56% jugent aujourd'hui cette information utile, soit 4 points de plus par rapport à 2010. Et même les publics les plus contraints financièrement pensent intégrer ce type d'information dans leurs critères d'achat.

## Qu'est-ce qui, personnellement, vous aiderait à consommer de façon plus respectueuse de l'environnement ? En premier et en second ?

- Total des deux réponses, en % -



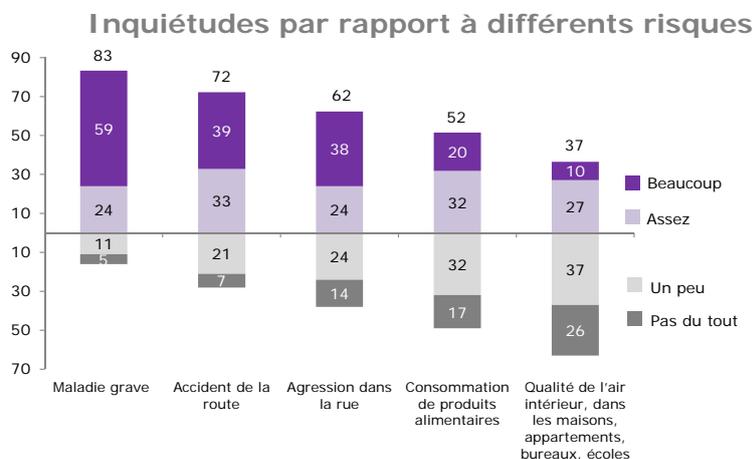
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Il faut dire qu'en matière de repérage ou d'information, la population est, de longue date, majoritairement insatisfaite. Seuls 36% des consommateurs identifient facilement les produits présentés comme respectueux de l'environnement dans les rayons, (+1 point), et une petite minorité estime que les informations sur ces produits sont claires (30%), scientifiquement fondées (35%) ou suffisantes (25%). Les forts doutes émis par l'opinion l'an dernier à ce sujet semblent toutefois quelque peu s'estomper (les proportions regagnent respectivement +5 points, +4 points, +1 point par rapport à 2010).

### > Peu d'inquiétudes sur la qualité de l'air intérieur

L'air que l'on respire dans les appartements, les bureaux, les écoles peut avoir des effets sur le confort et la santé, depuis la simple gêne - odeurs, somnolence, irritation des yeux et de la peau - jusqu'au développement de pathologies comme les allergies respiratoires. 37% se disent beaucoup ou assez inquiets des risques liés à la qualité de l'air intérieur. L'inquiétude par rapport à la qualité de l'air intérieur culmine chez les personnes à la santé fragile, qui ont ressenti par ailleurs des troubles liés à la pollution de l'air extérieur, ou qui se montrent insatisfaites de leur cadre vie quotidien et de leur logement. Elle est également liée à une attitude plus générale d'anxiété face aux risques, quels qu'ils soient. Mais, à titre de comparaison, l'enquête

« Conditions de vie et Aspirations » montre que l'opinion est beaucoup plus préoccupée par les risques de maladie grave, d'accident de la route ou liés à la consommation de produits alimentaires.



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations ». Données de juin 2011, à l'exception des risques liés à la consommation de produits alimentaires dont les données proviennent de l'enquête de début 2011, avant l'épisode de crise des graines germées.

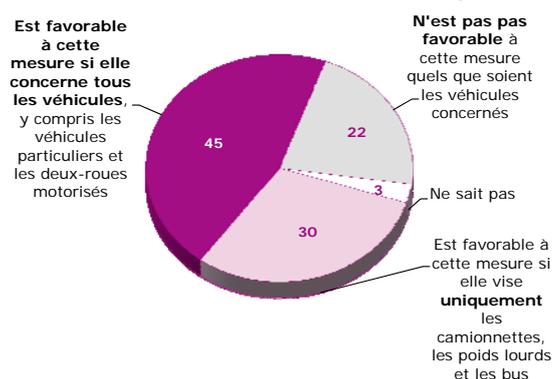
72% de nos concitoyens déclarent avoir été informés sur la pollution de l'air intérieur, principalement via la télévision (43%), sans que l'on connaisse précisément la nature des informations auxquelles ils ont pu avoir accès. Ont-ils simplement entendu parler de ce type de pollution sans bien savoir ce qu'elle recouvre ? Ont-ils eu accès à une information détaillée sur tous les polluants présents dans les maisons et leurs conséquences sur la santé ? Ont-ils été informés sur les bons gestes à adopter au quotidien ? Difficile de le déduire simplement des actions quotidiennes de nos concitoyens. D'un côté, 97% des Français déclarent aérer leur logement au moins cinq minutes tous les jours. Mais de l'autre, 40% utilisent régulièrement des produits d'entretien sous forme d'aérosols. Sans qu'on puisse l'affirmer avec certitude, il est fort probable que l'aération du domicile, inscrite de longue date dans les gestes d'hygiène et d'entretien quotidien ne soit pas pour autant liée à une prise de conscience de tous les risques liés aux différents polluants intérieurs, qu'il s'agisse des acariens, des effluents des appareils de chauffage et de production d'eau chaude, des produits isolants, des nettoyants pour le sol, des moquettes, des bois agglomérés, des peintures, des vernis, des colles, des tapis, des insecticides, etc.

### > Un accueil favorable aux ZAPA

La population semble beaucoup plus concernée par les problèmes de pollution de l'air extérieur : 82% se disent prêts à renoncer à leur voiture en cas de pic de pollution. On retrouve cette année un niveau proche de celui constaté au début des années 2000. Le recours aux transports en commun (34%), la marche à pied (21%) et le vélo (20%) seraient les principaux modes de substitution.

Autre signe de l'intérêt porté à ce sujet : les ZAPA - zones d'actions prioritaires pour l'air, instaurées par le Grenelle 2 et qui vont être expérimentées à partir de 2012 dans huit agglomérations volontaires - recueillent l'assentiment du grand public : 30% seraient favorables à des zones visant uniquement les camionnettes, les poids lourds et les bus, et 45% accueilleraient positivement la mesure si elle concernait tous les véhicules, y compris les véhicules particuliers et les deux-roues motorisés. Finalement, seuls 22% se disent opposés à la mesure. Et, fait notable, les habitants des huit zones concernées sont eux aussi plutôt favorables au projet. Il faut dire qu'une part importante d'entre eux se disent gênés par la pollution atmosphérique (41% contre 28% pour les habitants du reste du territoire).

D'ici 2012, des zones d'actions prioritaires pour l'air (ZAPA) vont être mises en place afin de réduire la pollution atmosphérique dans certaines grandes villes. Les véhicules les plus polluants ne pourront plus circuler dans ces zones. Diriez-vous que (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », juin 2011

## L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un établissement public sous la triple tutelle du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

